

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

11 personnes brûlées dans leur lit  
en une nuit

## LA MISERE LES A TUES !

Est-ce vraiment le froid qui tue quand le poêle qu'il faut pour tenir un peu de chaleur, dans cette « maison » de planches de Moyelles Godaux (Pas-de-Calais) l'embrase tout à coup : et les 9 personnes dont 6 enfants, qui dorment dans le grenier aménagé en chambres, meurent carbonisés ?

Est-ce le froid qui tue quand deux enfants, qui dorment dans la chambre mansardée où ils vivent

avec leur mère, à Boulogne-Billancourt, périssent carbonisés : le sèche-cheveux qui chauffe ce « logement » a enflammé le revêtement de sol ?

Les baraques en planches, les greniers, les mansardes, les « foyers » insalubres où doivent s'entasser les déshérités de notre temps : chômeurs, vieux travailleurs, immigrés, ceux qu'on expulse parce qu'ils ne peuvent payer ou parce

qu'on « rénove », tous ces taudis et aussi ces cités d'HLM où le capital entasse les prolétaires sont le théâtre multiplié par la crise de tels drames.

Le froid ne tue que ceux qui n'ont rien pour s'en protéger, la faim ne tue que ceux qui n'ont rien à manger, tout comme les machines ne tuent que ceux qui s'éteignent

chaque jour dessus au rythme imposé, par la loi du profit.

La misère tue. De la sécurité de ces vies-là, Giscard, Chirac s'en préoccupent-ils ? La misère tue ; et la misère, c'est l'envers de l'opulence d'une poignée de riches...

Cela cessera, car la misère nourrit aussi la révolution. Et la révolution abattra ce vieux système.

### Editorial

## Programme commun : Ce que prouvent les chiffres

A partir du moment où un parti politique se lance dans l'élaboration d'un programme de gouvernement en se plaçant délibérément dans le cadre du système capitaliste, cela revient à la fois à « faire du social » pour flatter les travailleurs et à prendre des mesures pour maintenir et développer le capitalisme en servant les patrons.

Le programme présenté et chiffré par le PS n'a pas échappé à cette règle. En ce sens, notre but n'est pas de discuter dans le cadre de cet ensemble de chiffres pour savoir si telle ou telle mesure est un peu trop osée ou un peu trop tiède.

Toutefois, l'étude des chiffres du programme du PS est intéressante car elle met à nu les contradictions insurmontables de tout gouvernement qui gère le capitalisme en prétendant servir les travailleurs.

C'est ainsi que l'idée de base du programme est la suivante : développer la consommation de masse, pour augmenter la demande en marchandises et donc permettre aux entreprises de produire plus, de se développer et d'embaucher. Soit dit en passant, ce schéma est aussi celui de Marchais et de... Chirac.

Développer la consommation de masse, c'est augmenter le pouvoir d'achat des masses. Et la liste des promesses allant dans ce sens est longue.

Or, dès le point de départ, il y a un os : l'inflation. Le PS espère qu'elle ne dépassera pas les 10 %. C'est le chiffre actuel d'inflation. Une augmentation des prix de 10 % ne permettra pas aux travailleurs d'acheter plus, au contraire. Dès le départ, tout le schéma est par terre.

Et quelle est la cause de la hausse des prix ? La

course au profit maximum et immédiat à laquelle se livrent les monopoles.

Développer la consommation de masse, c'est aussi augmenter les salaires, pour que les gens achètent. C'est ainsi que le PS place le SMIC à 2 400 F.

Mais en même temps, pour ne pas que cela pèse trop lourd sur les entreprises et pour ne pas mécontenter les patrons (qui restent maîtres des entreprises, donc du pays), le même programme doit leur faire un cadeau de 27 milliards et accepter un déficit de 33 milliards de la Sécurité sociale.

Ainsi, au bout du compte, un programme de gouvernement qui se veut social, se retrouve avec un déficit de 40 milliards de cadeaux aux monopoles... Ce sont encore les monopoles qui tirent les profits.

Tout le problème est là. Les économistes de gauche qui se disputent aujourd'hui les ondes, dénoncent les monopoles, promettent monts et merveilles aux travailleurs, mais c'est pour relancer la production. Et la production (les programmes de la gauche ne le nient pas), elle restera bien aux mains de ces patrons monopolistes, qu'au départ, on disait condamnés.

Tant et si bien que, même si les promesses faites aux travailleurs pouvaient être tenues (ce qui n'est pas le cas), cela profiterait encore, en fin de compte, au capital monopoliste par la relance de la production, donc de leurs profits. Il en est ainsi de tous les programmes qui restent dans le cadre du système actuel.

Voir notre article page 5

union  
ouvrière « paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne  
Meetings régionaux  
Le 26 février

Paris de 14h à 18h salle A de la Mutualité  
(Rue St-Victor)  
Rennes de 14h à 18h Pavillon des lices  
Lille à 20h, salle du Conservatoire,  
place du concert

### Grève suivie en soutien à Monique Guemann

L'appel du Syndicat de la Magistrature a une cessation de travail d'une heure au moins ce mercredi 15 février pour protester contre les sanctions disciplinaires qui ont frappé Monique Guemann, a été suivi assez largement dans toute la France et notamment de façon massive à Rennes et Grenoble. Partout des résolutions ont été adoptées pour dénoncer les sanctions prises par Alain Peyrefitte contre Monique Guemann, substitut à Draguignan, et vice-président du Syndicat de la Magistrature. Le 18 novembre 1978, Monique Guemann avait dénoncé courageusement en pleine audience l'extradition honteuse de Klaus Croissant « en violation des droits fondamentaux de la défense » et ce mardi 14 février, Alain Peyrefitte la frappait d'un déplacement d'office et d'un abaissement

avant le conseil d'État par l'ensemble des organisations syndicales de magistrats.

De son côté Monique Guemann a déclaré mercredi à Draguignan :

« J'ai été sanctionnée pour avoir pris la parole alors que bien d'autres l'avaient fait avant moi, et c'est donc bien le contenu de mes propos, c'est à dire la violation des droits de la défense qui me paraissait effective dans l'affaire Klaus Croissant, qui est visé »

« Il faut rapprocher cela du projet de rattachement du ministère public au ministère de l'Intérieur. Ce projet sans doute ne verra jamais le jour mais il y a des moyens détournés d'interdire de parole les magistrats et d'en faire des fonctionnaires sans liberté de parole, et la répression est l'un de ces moyens ».

Elle a également dénoncé « le climat de dégradation



C'est pas parce qu'on se pavane devant les symboles...

d'échelon, mesures considérées dans les milieux intéressés comme sans précédent.

Les sections du Syndicat de la Magistrature au ministère de la Justice où une grève de deux heures a été observée, ont d'ailleurs publié un communiqué à ce sujet. Elles y dénoncent les sanctions et soulignent : « Ces sanctions ont été prises sur l'avis d'une commission de discipline dont la composition est notoirement illégale et a fait dès sa constitution l'objet de recours de-

des libertés, de durcissement du pouvoir et la volonté de réprimer d'une façon extrêmement forte, par tous les moyens et quelquefois par des méthodes illégales. De nombreux forums auront lieu sur les violations des droits de l'homme et du citoyen auquel prétend se référer le gouvernement : on discutera ainsi, entre autres, de la sinistre prison d'Arcenc et de la fouille des véhicules systématisée ces dernières semaines.

(Suite page 5)

## LE SOCIALISME A LA TCHECOSLOVAQUE

Mardi, le ministre des Finances de Tchécoslovaquie a annoncé qu'une réforme économique était mise en place depuis le début de l'année. Elle concerne une douzaine d'unités économiques représentant cent cinquante entreprises de production, neuf organismes commerciaux et vingt-et-un centres de recherche qui serviront jusqu'en 1980 de banc d'essai de cette nouvelle réforme. Si cette réforme s'avère positive, elle sera étendue à tout le pays.

Les grandes lignes de cette réforme baptisée « *Expérience complexe de gestion d'efficacité et de qualité* » sont une plus grande autonomie de ces entreprises concernées. Elles disposeront d'un budget propre (elles devront couvrir leurs frais par leurs recettes), ce qui revient à une dénationalisation et à une concurrence entre les différentes entreprises du même type. Cela veut dire pour les travailleurs de ces entreprises un accroissement de la productivité, donc des cadences et pour que ceux-ci soient contraints d'accepter cette dégradation de leurs conditions de travail, il est stipulé dans cette nouvelle réforme que les salaires seront proportionnels au rendement de l'entreprise.

Pour les ouvriers, cela veut dire une aggravation des conditions de travail mais aussi de vie pour ceux dont les salaires seront baissés et un échelonnage encore plus grand de la grille des salaires dans le pays.

C'est un nouveau pas franchi dans le retour au capitalisme. Les capitalistes européens n'auront jamais été aussi loin pour exploiter la classe ouvrière à savoir payer les ouvriers en fonction de leurs bénéfices par crainte des luttes des travailleurs. Il est évident que les travailleurs tchécoslovaques se révolteront contre cette nouvelle réforme même si celle-ci se fait au nom du socialisme. Le socialisme aux couleurs de la Tchécoslovaquie, c'est une exploitation et une oppression accrues contre la classe ouvrière de ce pays.

## Conférence de Vienne sur le désarmement

Depuis le début, cette conférence est sous la co-présidence de l'URSS et des USA. Cela fait plusieurs années que les pays non-alignés protestent contre cette tutelle de la conférence par les deux supergrands, les plus acharnés à la course aux armements. Les pays nationalisés refusent de se laisser imposer

## ● Corée

# Le peuple veut la réunification

La délégation permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'UNESCO nous a fait parvenir un communiqué de presse qui donne la connaissance du memorandum adressé à différents gouvernements et organisations sociales et politiques internationales. Ce memorandum a pour but de faire savoir partout les ambitions des États-Unis en Corée et notamment son intention d'empêcher la réunification du pays. Nous publions des extraits de ce memorandum auquel les communistes marxistes-léninistes de France apportent leur total soutien.

Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a adressé, le 1er février 1978, un memorandum à différents gouvernements et organisa-

la division, cherchant à fabriquer deux Corées.

Ces manœuvres sont le fait principalement des États-Unis qui, après avoir occupé la Corée du Sud

escomptés. La République populaire démocratique de Corée a non seulement survécue, mais elle s'est renforcée. Dans les vingt dernières années, les peuples d'Asie ont résisté victorieusement à l'hégémonie américaine. Les milieux dirigeants américains se sont alors orientés vers la perpétuation de la division de la Corée (...)

La politique des « deux Corées » de l'Administration Nixon a été poursuivie par l'Administration Ford. Les États-Unis cherchent à maintenir la Corée du Sud comme base militaire et colonie (...).

Nord et le Sud, ce n'est pas faute de médiation internationale, mais justement parce que des forces étrangères se mêlent des affaires du pays et poursuivent leurs manœuvres de division (...)

Ainsi, si l'on permettait l'adhésion à l'ONU de la Corée du Sud, la Corée qui est un seul État national, serait reconnue sur le plan international comme deux États, et sa division éternisée, et le danger de guerre permanent (...).

C'est ainsi que sous prétexte d'« équilibre des forces », les forces armées sont accrues en Corée du Sud, dans le cadre du système militaire tripartite US-nippo-sud-coréen. Le memorandum apporte des faits à l'appui qui montrent l'inanité des assertions sur le désir de détente et de réunification pacifique de la part du régime de Park, alors que toute sa démarche réelle est orientée par la volonté de division et de « reconquête ».

La division persistant depuis plus de 30 ans cause des malheurs incommensurables au peuple coréen.

Avec les jours qui passent, les traits communs à une nation homogène disparaissent, une génération a grandi et des millions de parents sont séparés.

Il est inadmissible que la Corée qui a une histoire millénaire, un territoire, une langue, une culture et des coutumes communes, soit divisée à une époque où toutes les nations, grandes ou petites, aspirent à l'indépendance et à la souveraineté.

Les dirigeants des États-Unis doivent voir clairement cette réalité et renoncer à leur politique des « deux Corées » et prendre des mesures pour retirer complètement et immédiatement de Corée du Sud toutes leurs troupes et toutes les armes d'extermination massive, y compris les armes nucléaires, selon la résolution de l'ONU.

Seuls la réunification de la Corée et son développement en un seul État permettront d'éliminer la source de division et de guerre dans cette région, et aussi de préserver et de consolider la paix en Asie et dans le monde.



Fin 1976. Séoul. Les organisations démocratiques favorables à la réunification sont traquées et leur dirigeants jetés au cachot.

tions sociales et politiques internationales.

Ce memorandum rappelle l'aspiration à la réunification de tous les Coréens et dénonce les manœuvres, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, visant à perpétuer

en 1945 et installé un régime à sa dévotion, ont déclenché la guerre en 1950, sous le drapeau de l'ONU, afin d'étendre leur domination sur tout le territoire.

La guerre de 1950-1953 n'a pas donné les résultats

Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée rappelle que le problème de la réunification est une affaire intérieure et ne saurait admettre d'ingérence. Si la tension persiste entre le

travailleurs sont en grève depuis seize semaines. Toute la production est paralysée.

## ● Grande-Bretagne

Trois mille ouvriers de l'usine « Triumph » de Speke, près de Liverpool seront probablement licenciés par l'industrie automobile ayant décidé la fermeture, prochaine d'une partie de cette usine. Les

## ● Palestine occupée

La résistance palestinienne a revendiqué un attentat à l'intérieur d'un autocar militaire dans la région occidentale de la ville de Jérusalem. Deux personnes ont été tuées et quarante ont été blessées.

## ● Somalie

# Installation de camps de réfugiés



Soldats somaliens réparant un char russe qu'ils ont capturé dans la région de Harrar.

L'offensive dirigée par l'URSS dans l'Ogaden en direction de la Somalie se poursuit lentement en raison de l'importante résistance qu'elle rencontre. Elle a cependant pour conséquence le départ de la population civile. Le comité international de la Croix rouge étudie actuellement l'installation en territoire somalien des camps de réfugiés pour accueillir ceux qui quittent l'Ogaden au fur et à mesure

de l'offensive menée par les Soviétiques. Un millier d'entre eux sont déjà arrivés en République de Djibouti.

L'ambassadeur de Somalie en France a une nouvelle fois condamné l'attitude de la France ainsi que des autres puissances européennes qui refusent d'apporter un soutien à la Somalie et donc de s'opposer à l'intervention soviétique dans la région alors qu'elle est de plus en plus flagrante.



Centre d'études nucléaires de Saclay  
(Essonne)

## GICQUEL N'A PAS PU FAIRE SON NUMERO SUR

### « LA VIOLENCE ET LA PEUR »

Judi 2 février, Roger Giquel était à Saclay entre 12 h et 14 h pour dédicacer son livre « La Violence et la peur... Roger Giquel, grand ami de Giscard d'Estaing, est présentateur des informations du journal télévisé de TF 1.

La section CFDT de Saclay a réalisé un panneau disant d'ou venaient « La violence et la peur » : accidents du travail, « bavures » de la police, crimes racistes... et qui disaient : non au quadrillage policier, non à la justice de classe, non à la délation comme aux beaux jours de Vichy.

Des militants syndicaux

se sont mis avec ce panneau à deux mètres de la table où Giquel dédicait son bouquin, en lançant des slogans du genre : « Avant de jeter le livre, jetez un coup d'œil sur notre panneau ; informez-vous ! Ici aussi on dédicace et c'est gratuit ! » M. Giquel avait l'air franchement constipé ! L'initiative de la CFDT a été très bien accueillie par les travailleurs syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués qui nous ont encouragés en disant : « Bravo, les gars, vous avez raison ! ». Quelques pontes révisionnistes sont passés devant, l'air gêné...

## Histoire des veaux qui ont mal tourné

Spectacle de marionnettes réalité par les paysans en lutte contre la Wessafic.

Les représentations du spectacle de marionnettes auront lieu :

- Vendredi 17 février à 20 h 30, au café des Arts, La Chartre-sur-Loir (Sarthe)
- Samedi 18 février à 20 h 30 - Salle « Le Valentino » Ecommoy (Sarthe)
- Dimanche 19 février à 14 h 30 - Salle des fêtes Saint-Aubain-les-Coudrais (Sarthe)

## Films chinois à Paris

Studio St-Séverin - 12, rue Saint-Séverin - 5e (métro Saint-Michel).

Mercredi et samedi : Les Fleurs rouges de Tien-Chan

Judi et dimanche : Le Torrent de la révolution

Vendredi et lundi : Le détachement féminin rouge

Mardi : L'Orient rouge.

## TELEVISION

Cette semaine les programmes de télévision sont particulièrement pauvres. Nous vous signalons toutefois :

SAMEDI 18 FÉVRIER A 17 h 30 SUR A 2 : La Course autour du monde.

Cette émission nous a été signalée récemment, elle dure depuis plusieurs mois. Sept jeunes ont fait un tour du monde et devaient envoyer chaque semaine un film reportage sur un sujet de leur choix. Ces films nous étaient projetés chaque samedi au cours de cette émission. Certains étaient excellents. Il y a deux semaines, notamment, l'un des concurrents avait envoyé un reportage qu'il avait filmé clandestinement sur les grèves de la faim en Bolivie.

Les sept candidats sont maintenant rentrés et présenteront ce samedi leur dernier film qu'ils commenteront eux-mêmes.

VENDREDI 24 FÉVRIER A 14 H SUR A 2 : Aujourd'hui Madame. Histoire de l'amour et de la sexualité - La Chine.

Après les insanités répandues par le docteur Valensin, cette émission va permettre de rétablir les faits et de contrer efficacement la campagne de calomnies lancée par ce pseudo-sexologue.

Participeront à l'émission : Chow Ching-lie (auteur du « Palanquin des larmes »), Marcelline Loridan (co-réalisatrice de « Une femme, une famille » avec Joris Ivens), Danièle Elissef (auteur de « La Civilisation de la Chine classique ») et notre ami Régis Bergeron président des Amitiés franco-chinoises.

Nous reviendrons plus longuement sur cette émission au début de la semaine prochaine, mais dès maintenant, prenez en note.

# Informations générales

## QUAND GISCARD BAVARDE SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

A l'occasion du 15e anniversaire de la Datar, (délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), Giscard a annoncé des « changements » dans la politique d'aménagement du territoire et a même annoncé une conférence nationale sur ce thème. Comme nous allons le voir, Giscard ne fait que développer sa démagogie sur les réformes, démagogie dont il est un virtuose.

### LA RÉALITÉ

Ces déclarations, cachent une réalité bien différente.

En ce qui concerne par exemple l'arrêt des migrations et de la désertification des campagnes, les statistiques sont là : en vingt ans, plus d'un million d'exploitations agricoles ont disparu, représentant le travail de plus de deux millions d'hommes et de femmes, les plus touchés étant les exploitations de moins de 10 ha. Durant ces vingt ans, des régions entières se sont littéralement vidées de leur population et sont devenues de véritables déserts.

Cela n'est pas le fait du hasard, mais de la concentration monopoliste à la campagne. Les 5e et 6e plans ont organisé cette concentration qui a abouti aux résultats que nous venons de voir. Pour l'avenir, cette concentration continuera car telle est la loi du profit et du capitalisme.

Citons un exemple connu et actuel « d'aménagement » : à Naussac, sous l'égide du gouvernement, il est prévu de noyer sous les eaux la plus fertile vallée de la Lozère, et donc de provoquer l'exode de nombreux paysans.

Or, la Lozère a déjà vu sa population diminuer des deux tiers en 50 ans. C'est de cette manière que Giscard lutte contre sa désertification.

Giscard a donc annoncé une réorientation de la politique d'aménagement du territoire. Il a promis dans son discours « de faire revivre la France rurale, d'arrêter les migrations massives et souvent douloureuses de ces vingt dernières années et de faire reculer le désert qui menace plusieurs de nos régions rurales ». Il a préconisé de « mettre en place les moyens d'une reconquête de l'espace rural par les agriculteurs, les artisans, les entreprises ». Giscard a appelé les industriels à tenir compte de ces orientations « pour aider et développer les régions les plus déshéritées ».

L'exemple de Naussac montre bien que la politi-

que d'aménagement du territoire du gouvernement se fait au détriment des petits paysans.

La construction des autoroutes, des aéroports, des complexes industriels ou touristiques, provoquent nombre d'expropriations dont les victimes ne sont jamais les gros propriétaires, mais les petits. Citons le cas de la construction de l'aéroport de Nantes qui a provoqué dernièrement la lutte de petits paysans expropriés.

La politique d'aménagement est conduite avec le seul souci de l'accroissement des profits monopolistes, et ceux-ci exigent non seulement une concentration économique, mais aussi géographique et territoriale qui passe précisément par la désertification des régions rurales et par la concentration des activités industrielles, commerciales, etc. aux points les plus rentables.

Citons l'exemple de la sidérurgie qui s'est installée dans les ports du Nord et qui a quitté la Lorraine, l'exemple de la concentration parisienne qui infir-

me toutes les déclarations sur la décentralisation et qui continue à se développer de façon anarchique est le plus significatif. En ce qui concerne la politique d'urbanisation, elle est conduite par la seule recherche des profits que permet la spéculation foncière.

D'autre part, les réalisations telles que le complexe de Fos, de la grande Motte, le canal Rhin-Rhône correspondent non pas aux intérêts du peuple mais des monopoles capitalistes.

Ainsi, la nouvelle orientation de Giscard en ce qui concerne l'aménagement du territoire est tout simplement du bluff non-dénué de motivations électorales. Ce discours qui flatte « la France rurale » rappelle la démagogie pétainiste avec ceci de particulier que nous ne sommes pas en période de guerre, mais de crise économique. Chirac lui aussi, parle d'ailleurs de la « France profonde » quand il parle des campagnes et de leurs habitants. Il est à parier que Giscard va développer dans les prochains mois toute une campagne politique en direction en particulier de la paysannerie sur ce thème.

## Une secte condamnée

« L'Église de scientologie », une secte, a été condamnée par le tribunal de Paris pour escroquerie. Son fondateur, le dénommé R.

Hubard, a été condamné par défaut à quatre ans d'emprisonnement et à 35 000 F d'amende.

Plus que les condamnations de la secte elle-même, c'est l'activité de ces sectes qui est intéressante.

En France, il y a environ 150 sectes qui recrutent essentiellement des jeunes des classes moyennes, le plus souvent déboussolés et qui recherchent un réconfort moral. La plupart de ces sectes, derrière un paravent pseudoreligieux cachent des activités beaucoup moins avouables. Leurs chefs sont souvent des affairistes ou des gens qui poursuivent des buts politiques comme c'est le cas pour la secte Moon qui, elle, combine les deux activités.

Une secte telle que celle qui est « dirigée » par « Moïse David », livre même ses adeptes à la prostitution. Ceux-ci, une fois recrutés, sont en effet privés de liberté, coupés du monde extérieur puis soumis à un matraquage idéologique tel, qu'on parvient rapidement à leur ôter tout esprit d'indépendance. Ils obéissent aveuglément à leur chefs.

Les adeptes ainsi conditionnés sont honteusement exploités. Ceux qui sont directement employés sont sous-payés, ne bénéficient



Le chef de la secte de « scientologie » : R. Hubard, un escroc international.

d'aucune prestation sociale, la secte ne respectant pas la législation sur le travail. L'activité de ces sectes constitue le plus souvent une escroquerie tant du point de vue idéologique que strictement financière.

En ce qui concerne la secte dite « Église de scientologie », son fondateur et prophète vit luxueusement sur un yacht de milliardaire du profit qu'il recueille des activités de la secte et de l'exploitation des adhérents.

Le tribunal a lancé un mandat d'arrêt contre lui.

## Communiqué de la FEANF

Mohamed Diarra, étudiant africain à Nice vient d'être arbitrairement expulsé le week-end dernier vers le Mali.

La préfecture de Nice donne comme raison le non-renouvellement de sa carte de séjour. En fait, il a été expulsé pour son militantisme à la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF).

Mohamed Diarra, était l'an dernier responsable de la section FEANF-Nice, et a eu maille à partir avec l'Office de coopération et d'accueil universitaire (OCAU) et la préfecture de police, dans le cadre de la défense des étudiants africains.

D'autres étudiants au nombre de quatre, tous militants de la FEANF subissent les tracasseries policières et sont menacés d'expulsion. En effet, la préfecture refuse de régulariser le renouvellement de leur carte de séjour sans raison apparente, les mettant ainsi dans l'« illégalité » pour procéder à leurs expulsions. Ces mesures d'expulsions d'étudiants à Nice visent directement la liquidation de la FEANF.

Après l'échec de la mise à pied des groupuscules fantoches tel le Mouvement des élèves et étudiants de Côte-d'Ivoire par l'impérialisme français et les pouvoirs réactionnaires africains, ces derniers, aidés par l'officine néo-coloniale OCAU, abattent une répression barbare sur les organisations patriotiques d'étudiants telle la FEANF, ceci dans le but de les museler et les liquider.

Nous appelons l'opinion démocratique française à dénoncer ces mesures arbitraires et répressives qui placent les immigrés dans une condition d'insécurité permanente et exigeons la levée des menaces d'expulsions qui pèsent sur les quatre camarades à Nice.



## Chelles Cité scolaire Une journée de grève des élèves

Après le renvoi deux jours, la semaine dernière, d'un jeune lycéen (pour « refus d'ôter sa casquette » devant le proviseur !), les élèves ont immédiatement riposté contre l'autoritarisme du proviseur et les mesures visant à « serrer » les élèves.

Ils ont voté la journée de grève proposée par les jeunes de la JCMLF dans une assemblée générale où était présente toute la cité scolaire (CET, lycée, lycée technique, CES) et malgré les appels au calme de l'UNCAL (les « comités d'action lycéens » patronnés par la JC, l'organisation de jeunes du PCF) ; l'UNCAL traita même les grévistes d'irresponsables.

Lors de cette journée fut créé un comité de lutte, élaboré et voté en assemblée générale une plateforme revendicative commune à toute la cité scolaire.

Affiches humoristiques et chansons ont clos la journée.

Le lendemain, des représentants des bureaux des fédérations de parents d'élèves Cornec et Lagarde, unis pour l'occasion, appellent les élèves à la raison et à la reprise des cours.

Le proviseur de son côté, promet la fermeture du lycée et la réinscription individuelle.

L'UNCAL, qui a fait sa propre plateforme, pour le lycée seulement (brisant ainsi l'unité réalisée de tous les élèves de la cité scolaire) appelle aussi à reprendre : « Attendons le conseil d'administration... ».

Tout cela finit par démobiliser les élèves et l'assemblée générale vote la reprise.

Le comité de lutte où sont présents les jeunes marxistes-léninistes est toujours en place : il travaille à tirer les leçons de la grève, à informer et à mobiliser à nouveau tous les élèves pour qu'ils s'unissent contre l'administration policière sur la cité scolaire.

Cercle G. Tautin - Chelles

## Paris

### Grève chez CARO Communiqué de presse

Caro est une société de traitement à façon travaillant sur microfiches et microfilms pour la BNP essentiellement.

Caro a son siège à Paris, et plusieurs antennes en province (Marseille, Lyon, Bordeaux) (...)

Les opérateurs de la section classique (microfiches, microfilms) luttent pour défendre leurs revendications portant essentiellement sur leur salaire et leurs conditions de travail.

Ils demandent :  
- 2 350 F de salaire de base pour une cadence de 7 000 documents de la BNP

Le 22 février à Laval (Mayenne) trois paysans passeront devant le tribunal sur plainte de la Wessafic. Parmi eux, le directeur de « Vent d'Ouest » journal de « Paysans Travailleurs ».

Leur crime c'est d'avoir organisé la lutte contre la Wessafic, trust agro-alimentaire qui est à l'origine de la ruine de nombreux petits éleveurs de veaux.

La Wessafic, spécialisée dans l'aliment d'allaitement est une filiale française de la firme hollandaise Wessanen, qui est présente sur tous les marchés européens. Elle fabrique un aliment d'allaitement, le Nukamel, qui a la particularité de rendre les veaux maigres, malades, quand il ne les fait pas tout simplement crever.

En effet, son but est de faire de l'argent. Pour cela, non seulement elle vend l'aliment dangereux, mais ses clients sont liés par contrat. Deux types de contrats :

- Le contrat de financement : Elle fait un prêt pour la construction de l'étable, ou son aménagement (élevage en cases individuel-



Un élevage hors-sol.

Par ailleurs, la Wessafic conseillait pour traiter les poux des veaux un insecticide à base de lindane. Ce produit est interdit en France car il rend la viande toxique, quant aux éleveurs qui l'ont utilisée en grande quantité, ils ont été gravement intoxiqués.

Mais ce n'est pas tout, la Wessafic a organisé la ruine de nombreux petits paysans.

les au seau) ou pour l'achat des petits veaux... Ou bien elle est simplement caution auprès d'une banque pour un prêt fait par l'éleveur (mais ça n'était jamais dit clairement, car c'est la Wessafic qui faisait toutes les démarches et apportait le chèque à l'éleveur...)

En échange de ce prêt ou de cette caution, l'éleveur s'engage à ne prendre

que la farine Nutamel.

C'est la méthode dite « en libre ». Avec ces contrats-là, tous les risques reviennent à l'éleveur.

- Contrats d'intégration : Beaucoup d'éleveurs ont refusé la méthode « en libre » ils ont alors eu un contrat d'intégration qui au début, leur garantissait 100 à 200 francs par veau. Les charges (eau, électricité, étable, cases) sont à la charge de l'éleveur ; elle représentent à peu près la moitié du prix payé par la Wessafic. Les veaux morts n'étaient pas payés. Non, c'était pas honnête, mais c'était comme toutes les autres firmes.

Ensuite, la Wessafic a trouvé un moyen de gagner davantage d'argent : elle a gardé un prix de 100 à 120 F par veau et a inclus deux autres clauses dans le contrat : elle appelait ça « participation aux bénéfices et pertes »... en fait c'était surtout participation aux pertes... des pertes très importantes qui entretenaient un endettement toujours plus grand vis à vis de la Wessafic.

A la fin, ça se passait de la façon suivante : le paysan avait un ou deux millions de dette... Il préférait arrêter et devait payer sa dette ; s'il ne payait pas, il avait un procès. Ou alors, il continuait. La Wessafic le laissait continuer jusqu'à ce que le montant de la dette soit égal au montant des biens possédés par l'éleveur.

Exemple : les Métral en Haute-Savoie. Quand ils ont

eu un trou de 20 millions (anciens francs) la banque qui travaillait avec la Wessafic a fait faire une estimation des biens (86 millions) la Wessafic l'a laissé continuer jusqu'à 81 millions !

Un éleveur de Vendée, ancien valet de ferme qui s'est installé à son compte avait une dette qui s'est montée en trois ans à 43 millions (tout son bien). Josué, en Vendée, venait

de s'installer. Sa dette se montait à 30 millions. Il est aujourd'hui concierge à Paris.

Mais dans les cas les plus fréquents, il ne s'agit que de quelques millions.

Les éleveurs se sont organisés contre la Wessafic et c'est à cause de l'affiche ci-dessous dénonçant le scandale que trois paysans sont attaqués en justice !!

## WESSAFIC GRAND TRAFIC !



LES ELEVEURS S'ORGANISENT  
**TU VAS PAYER  
TES ESCROQUERIES!...**

L'affiche incriminée.

## Jeunesse

### Les stages pratiques en entreprise

Ces stages durent six, sept ou huit mois. La seule

condition pour le patron, c'est de donner ou faire donner au stagiaire une formation d'au moins 200 heures (énumérer au stagiaire tout ce qu'il devra faire dans sa journée, ça peut compter en heures de formation...)

La rémunération est directement versée au stagiaire par l'AFPA sur attestation mensuelle de présence délivrée par l'entreprise. Et comme rien n'avait été prévu à temps, le personnel de l'AFPA est submergé, les listes de cas urgents s'allongent. Il était courant sur Orléans pour les stagiaires embauchés en octobre de n'avoir rien touché pour les fêtes.

Cette rémunération - quand elle arrive - est de 410 F par mois pour les moins de 18 ans et 90 % du SMIC (1 500 F environ) pour les jeunes de 18 à 25 ans.

Toutes les cotisations de Sécurité sociale sont prises

en charge par l'État (y compris accidents du travail).

Quand on voit ainsi en détail les conditions faites aux patrons par cette loi du 5 juillet 1977 « en faveur de » l'emploi des jeunes, on comprend mieux les motifs de leur enthousiasme pour embaucher des jeunes.

Pour les propositions de stages que font les entreprises, la direction du Travail et de la main-d'œuvre n'est pas avare pour « habiliter » les patrons : être huit heures par jour manutentionnaire dans un grand magasin à déballer des cartons d'alimentation, ça peut s'appeler formation.

Certains patrons cherchent à profiter de cette situation pour faire faire à bon compte tout le travail en retard : on ressort les classements de l'an passé, la mise à jour des fichiers. Le stagiaire n'a pas une seconde de répit.

D'autres s'inquiètent

peu des capacités du nouveau stagiaire « comme on ne vous paie pas, si ça ne va pas, on en trouvera un autre ». La foire est ouverte.

Même les heures de formation générale et technique en dehors des entreprises ne sont qu'une vaste fumisterie quand elles ne sont pas franchement à la gloire des patrons, de la collaboration de classe, du taylorisme\*...

Si ces mesures ne se prolongent pas après juin (et pourquoi le seraient-elles ? Les élections seront passées) la montée en flèche de l'emploi des jeunes risque bien de tomber raide.

Beaucoup de main-d'œuvre pour rien ou presque c'est toujours bien à prendre. Mais ce n'était qu'un effort ponctuel.

Pour les jeunes qui subissent ce type d'embauche, l'opération charme a échoué. Ils sont de plus en plus nombreux à se rendre compte

de la façon dont on les utilise.

Pour les autres, beaucoup reste à faire pour dénoncer les contre-vérités qu'assènent quotidiennement les journaux, la radio et la télévision sur cette question et sur toutes les autres.

Beullac peut conclure : « Ces résultats remarquables sont le fait à la fois d'un niveau d'activité économique satisfaisant et d'une mobilisation exceptionnelle des administrations, des responsables professionnels et des chefs d'entreprises ».

Ce ne sont certainement pas les 500 000 jeunes exploités du grand pacte national qui iront lui dire merci.

\*Méthode d'organisation du travail qui permet d'obtenir la productivité maximum.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

En bref de ci de là.....

## LES FINANCES DU RPR

Charles Pasqua avait déjà affirmé sans sourciller au rassemblement du RPR à Paris samedi dernier que le parti gaulliste ne se finançait que par les cotisations de ses membres... Charles Pasqua est bien placé à priori pour affirmer de telles choses : il est le grand organisateur du RPR. Toutefois cette affirmation est absolument impossible à croire. Certains disent que Dassault est un des grands patrons qui financent le RPR. Dassault vient de démentir : « Le RPR a parfaitement de quoi vivre, il n'a pas besoin de moi. »

Sans doute est-ce avec les cotisations de sa section RPR que Dassault candidat dans l'Oise se paie une campagne électorale de 2 milliards anciens. Et qu'il vient de donner 240 millions anciens aux maires du canton de Resons sur Matz (toujours dans le cadre de sa campagne)...

Il y a d'ailleurs bien d'autres grands patrons derrière le RPR : Couvé de Murville est lié à la Banque Paribas, Chalandon est lié à Empain-Schneider, Chaban-Delmas est lié à Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Debré à De Wendel et on retrouve Couvé de Murville chez Péchiney-Ugine-Kuhlman. Comment affirmer dès lors que les patrons ne financent pas le RPR ?

On dit même que c'est Pierre Jouven, ancien PDG de Péchiney, aujourd'hui âgé de 71 ans qui tiendrait en mains les filières patronales qui financent le parti gaulliste.

## RADICALEMENT RACISTE

Mardi soir, sur TF1, dans l'émission « L'événement », Servan-Schreiber était confronté à Roland Leroy, du PCF.

Au beau milieu du débat, JJ SS, chef du parti radical, (de droite), accusant Leroy de se moquer des gens en présentant un programme irréaliste et démagogique s'est écrié : « Mais vous prenez les français pour des bougnouls ! »

Injure raciste s'il en est, et qui n'a rien d'étonnant dans la bouche d'un politicien bourgeois.

Le mouvement contre l'antisémitisme, le racisme et pour la paix (MRAP) se montre décidé à porter plainte contre Servan-Schreiber, le racisme étant un délit puni par la loi française.

Signalons au passage qu'un autre membre éminent du parti radical, secrétaire du cabinet de Stoléro (le ministre des mesures racistes anti-immigrées) et ayant pour nom Jean-Pierre Pierre-Bloch, est candidat aux législatives dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en plein quartier immigré de la Goutte d'Or. C'est déjà là une provocation, qui se double d'une autre : la campagne de Pierre-Bloch se mène sur le thème raciste : « Défendre notre quartier... face au péril que constitue la forte proportion d'immigrés... »

## CHIRAC ANTI-LAXISME \*

« Un régime d'abord et avant tout respectueux de la souveraineté populaire, c'est un régime par définition d'autorité, dans lequel on ne peut pas laisser les choses aller, accepter avec indulgence tous les laxismes\*, toutes les délinquances, avec les insécurités qui existent actuellement dans notre pays et contre lesquelles nous devons réagir avec la fermeté qu'exige l'immense majorité de notre peuple ».

C'est ce qu'a affirmé Chirac, mardi matin, à Dijon. Autorité et fermeté, pas d'indulgence, contre l'insécurité de la délinquance et le fameux laxisme, c'est un magnifique recueil de tous les thèmes d'extrême-droite sur lesquels Chirac base sa campagne politique.

\* Le mot LAXISME n'est sans doute pas un mot courant dans le langage de nos lecteurs, selon le Petit Larousse, il s'agit d'un système théologique, philosophique ou politique présentant une tendance excessive à la conciliation ». C'est là un mot-clé du langage de Chirac qui le fait rimer avec marxisme. Pour le chef du RPR, le marxisme c'est la conciliation avec le crime, la délinquance, et autres maux diaboliques...

## Mercredi : grève suivie en soutien

### à Monique Guemann

(Suite de la page une)

pense, a-t-elle conclu, que lorsqu'on en arrive à de tels procédés, quelque chose ne va plus dans le système actuel.

La répression que le pouvoir du capital utilise contre tous ceux qui osent élever la voix contre son arbitraire, est un signe de faiblesse. Loin de décourager les démocrates dans son appareil d'État, elle les pousse à lut-

ter. Ainsi le Syndicat de la Magistrature, a-t-il décidé un grand rassemblement à Draguignan pour les 18 et 19 février avec la participation de toutes les organisations qui ont apporté leur soutien à Monique Guemann. Au cours de ce rassemblement de nombreux forums auront lieu sur les violations des droits de l'homme et du citoyen auquel prétend

## La dispute autour du coût du programme de Mitterrand

# 7 POINTS DE REPERE POUR Y VOIR PLUS CLAIR

La publication du coût du programme de gouvernement du PS a incontestablement commencé par un choc : ce programme connaît un déficit. Un déficit énorme : 40 milliards de francs pour la première année.

Aussitôt Barre se précipite : sa gestion à lui ne se conclut que par un déficit de 9 milliards, nous dit-il. Il paraît que c'est bien...

Les dirigeants du PCF ne sont pas non plus à la traîne : ils proclament que, selon leurs chiffres leur Programme commun à eux aurait un budget bénéficiaire...

Nous proposons à nos lecteurs sept points de repère pour voir plus clair dans ces querelles de chiffres.

### 1e constatation

#### LE CHIFFRAGE DU PS EST FAUX

Le chiffrage du PS est faux : certains chiffres sont sous-estimés et d'autres oubliés. Prenons deux exemples.

Le programme prévoit la création de 300 000 HLM sur l'année 1978. Au coût actuel, cela ferait 18 milliards. Or, le programme du PS ne prévoit qu'un seul milliard à cette fin.

Quant aux chiffres oubliés : les prestations familiales et de maternité (8 milliards), pour les handicapés (2 milliards), le coût de l'indexation d'un livret d'épargne par famille (8 milliards), telles sont quelques unes des promesses que le PS a « oublié » de compter dans son budget et qui viennent augmenter le déficit.

### 2e constatation

#### L'ANNÉE 1979 N'EST PAS CHIFFRÉE

Le programme prétend couvrir une période intermédiaire de deux ans (1978-1979). En fait, il s'arrête à 1978. 1979 n'est pas chiffrée. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Le programme du PS reporte à « plus tard » que 1978 certaines factures : l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées, la gratuité totale des soins médicaux, par exemple.

Cela veut donc dire que le déficit budgétaire de 1979 risque d'être supérieur à celui de 1978.

### 3e constatation

#### 27 MILLIARDS DE CADEAUX AUX PATRONS

Certains avaient pu s'étonner de voir le PS accepter de promettre le SMIC à 2 400 F. Or, il vient d'annoncer : « Afin que les patrons puissent supporter la fixation du SMIC à 2 400 F », 200 F par salarié, seront accordés,

soit un soulagement des charges sociales des entreprises de 27 milliards de francs pour 1978.

Pendant ce temps, la Sécurité sociale resterait déficitaire de 32, 9 milliards de francs, comblés par l'État, pour soulager les monopoles.

Le schéma magique : développer la consommation qui développera la production qui permettra de créer des emplois, est donc un schéma tellement simplifié qu'il en devient faux et mensonger. (Voir aussi à ce sujet notre éditorial de la page une).

proposé pas. Citons : l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale et le remboursement à 100 % dans certains cas et aussi l'exonération d'impôts pour deux millions de travailleurs.

Surenchère de mesures sociales... mais là encore d'où viendra l'argent pour financer ces promesses ?

### 4e constatation

#### CE BUDGET REPOSE SUR UN MENSONGE

Tout le projet économique du PS repose sur une idée en apparence logique et vraie tant elle est simple : « Accroître la demande de consommation des ménages ainsi que les commandes de l'État » afin de « procurer de nouveaux débouchés aux entreprises ».

L'idée est simple : développer la consommation et la demande des travailleurs en marchandises, afin de stimuler la production de ses marchandises, de faire ainsi tourner les usines et de créer des emplois. Bref : sortir de la crise.

Or, dans un système toujours basé sur le profit et la concurrence, les prix continuent d'augmenter et donc le pouvoir d'achat est attaqué. Le PS prévoit 10 %

d'inflation par an, tout comme Barre. Ce n'est pas une telle hausse des prix qui augmentera les possibilités d'achat, la consommation des travailleurs.

Le schéma magique : développer la consommation qui développera la production qui permettra de créer des emplois, est donc un schéma tellement simplifié qu'il en devient faux et mensonger. (Voir aussi à ce sujet notre éditorial de la page une).

### 5e constatation

#### CE PROJET ÉCONOMIQUE RAPPELLE CELUI DE CHIRAC

Ce n'est pas nous qui l'inventons : le schéma économique basant tout sur une relance est partagé aussi par Jacques Chirac. A Antenne 2, mercredi, Mitterrand a d'ailleurs salué Fourcade qui, lorsqu'il était ministre du gouvernement Chirac, a proposé, en septembre 1975, un plan de relance de l'économie.

Mitterrand a de belles références. Signalons au passage que le projet de Fourcade-Chirac prévoyait le même déficit que celui de Mitterrand : 40 milliards.

### 6e constatation

#### LE PCF FAIT DE LA SURENCHERE SOCIALE

Les dirigeants du PCF font de la surenchère par rapport au PS. Ils dressent la liste des mesures de réformes sociales qu'ils proposent, mais que le PS ne

proposé pas. Citons : l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale et le remboursement à 100 % dans certains cas et aussi l'exonération d'impôts pour deux millions de travailleurs.

Surenchère de mesures sociales... mais là encore d'où viendra l'argent pour financer ces promesses ?

### 7e constatation

#### LE PCF MENT LUI AUSSI

D'où viendra l'argent des mesures de surenchère du PCF ? A lire l'« Humanité » du 15 janvier, cela paraît simple : « Le plus important est le développement de la croissance, qui sera de 6,8 %. Elle rapportera 111 milliards de plus » (\*).

Deux autres mesures figurent au programme du PCF, précise l'« Humanité » : la lutte contre le gaspillage des monopoles (bénéfice : 27 milliards) et divers impôts pour « faire payer les riches » (bénéfice : 69 milliards).

Ces deux dernières mesures sont presque inapplicables : les capitaux sont tellement mélangés ou cachés qu'il est impossible de réaliser vraiment ces mesures.

Mais la mesure que l'« Humanité » considère comme capitale est la première : la fameuse relance commune à Mitterrand et Chirac (avec des nuances, bien sûr). Or, nous avons montré rapidement au point 4 que c'était une mystification.

(\* Les chiffres du PS ne prévoient eux qu'une croissance de 4,9 puis de 5,6 %.



Une des conséquences de la polémique actuelle sur le chiffrage des deux programmes communs (celui du PCF et celui du PS) est de développer les injures que se lancent les leaders de la gauche... tout en réaffirmant qu'ils sont prêts à gouverner ensemble.

## ● CROIX (NORD)

Le théâtre du Printemps joue et chante « Octobre aujourd'hui » le dimanche 19 février à 16 h, à la MJC de Croix (Nord).

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France

# Sur le travail du Parti dans les syndicats

Le parti marxiste-léniniste fait pénétrer sa ligne idéologique et politique dans la masse de la classe ouvrière, tout en assumant concrètement la défense de ses intérêts de classe économiques et sociaux.

Les syndicats, dont l'objectif devrait être la défense des intérêts économiques et sociaux des ouvriers selon une ligne de lutte de classe, sont aujourd'hui l'objet de la mainmise du PCF et du PS. La subordination des syndicats CGT et CFTD aux partis de la gauche a pour très graves conséquences le rejet des intérêts économiques des masses en vue de la gestion de l'économie capitaliste par un gouvernement de gauche et une dépendance accrue des directions syndicales vis-à-vis de ce gouvernement.

Voilà pourquoi les syndicats sont un lieu privilégié de combat contre l'influence du révisionnisme moderne et du réformisme dans la classe ouvrière. C'est pourquoi la situation exige du parti, comme de tous les syndicalistes qui n'ont pas d'autres objectifs que la juste défense des intérêts économiques de la classe ouvrière, la plus grande fermeté contre la subordination ou les tentatives de subordination des syndicats et de la lutte revendicative, à la volonté des dirigeants traîtres de l'Union de la gauche. Ces dirigeants ambitionnent d'accéder au pouvoir selon une ligne contraire aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Pour cela, nous devons unir tout ce qui peut être uni, sur une ligne d'action revendicative conforme aux intérêts de classe des ouvriers qui recueille le large soutien des adhérents et des ouvriers non-syndiqués. Nous devons nous opposer à toute exclusion de nature à briser l'opposition que les syndicalistes soucieux de défendre les intérêts des masses développent face aux politiciens de la fausse gauche qui comptent utiliser les adhérents comme masse de manœuvre au profit de leur projet politique bourgeois.

Le parti doit donc lancer la lutte dans quatre directions indissociables :

- 1) La lutte pour l'application d'une ligne de lutte de classe
- 2) La lutte pour la démocratie au sein des syndicats
- 3) La lutte pour la solidarité ouvrière et populaire
- 4) La lutte pour la solidarité internationale.

LUTTONS POUR L'APPLICATION D'UNE JUSTE LIGNE DE LUTTE DE CLASSE

ET POUR L'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS PAR RAPPORT AUX PARTIS BOURGEOIS

Le travail du PCMLF dans les syndicats doit constamment combattre les idées fausses répandues par la bourgeoisie et ses laquais dans les rangs ouvriers. Ne pas le faire serait maintenir le prolétariat sous la domination de l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes dans les syndicats. Nous devons constamment expliquer que, dans la société capitaliste dans laquelle s'affrontent le prolétariat et la bourgeoisie, aucun mouvement syndical ne peut se tenir au-dessus de ces deux classes, le problème étant de savoir à quelle classe est subordonné idéologiquement et politiquement ce mouvement syndical. C'est ainsi que lorsque la CGT soutient le Programme commun, nous devons nous y opposer, non pas parce qu'elle soutient un programme politique, mais parce que le programme en question est un programme



bourgeois.

L'action du PCMLF se fonde avant tout sur la réalité objective de l'unité des intérêts de classe de tous les ouvriers : l'unité prolétarienne.

Le PCMLF rejette les conceptions mystificatrices avancées par les dirigeants révisionnistes dont le véritable objectif est de diviser la classe ouvrière et de

l'asservir par des unités au sommet sans principes.

Cette unité prolétarienne de la classe ouvrière est nécessaire pour donner toute sa force aux luttes de classe des travailleurs, qu'elles soient quotidiennes ou à long terme, revendicatives ou politiques. A la collaboration de classes préconisée à son profit par la bourgeoisie, et à la

pratique de cette collaboration de classes impulsée par les dirigeants révisionnistes du PCF, réformistes du PS ou officiellement « jaunes », le PCMLF oppose la lutte de classes, « classe contre classe », c'est-à-dire « classe ouvrière contre bourgeoisie ».

En s'appuyant sur les militants syndicalistes qui mènent quotidiennement la lutte classe contre classe et en tenant compte des aspirations des syndiqués, les cellules du PCMLF ont pour tâche de diriger et d'impulser la lutte qui oppose la ligne de lutte classe contre classe à la ligne de collaboration de classes dans les syndicats. Cette lutte est une étape importante dans le rejet du révisionnisme des rangs de la classe ouvrière et, à plus long terme, dans l'édification d'une centrale syndicale unique défendant les intérêts de classe de la classe ouvrière à laquelle un grand nombre d'ouvriers et de militants syndicaux aspirent.

### LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

Sur le plan syndical comme sur le plan politique, notre parti tient pour indispensable que les luttes de la classe ouvrière et des travailleurs se développent en fonction de la volonté clairement exprimée des travailleurs.

Sur ce point, encore une fois, il faut savoir sur quel point de vue notre parti se place — et il est bien évident que ce ne peut être que sur un point de vue de classe. Il importe donc que cette notion de démocratie, qu'elle soit prolétarienne, c'est-à-dire par rapport aux masses, ou que ce soit dans les structures syndicales, c'est-à-dire par rapport aux adhérents, soit constamment guidée par ce principe.

En ce sens, notre parti lutte pour la démocratie prolétarienne et exige que la démocratie dépasse le cadre des

(Suite page 7)



# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## REIMS (1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> circonscriptions de la Marne)

### « DES USINES OU LA CLASSE OUVRIERE EST NOMBREUSE ET REGROUPEE »

#### La situation économique

A Reims, l'économie a été pendant longtemps, après la première guerre mondiale, axée sur le textile et sur le champagne et ses industries annexes (verre, carton).

Le textile a presque complètement disparu : il ne reste plus que *Timwear* (bonneterie industrielle) et des petites entreprises de confection de moins de 50 salariés. Ce sont surtout des femmes qui y travaillent, pour des salaires de misère, avec des conditions de travail souvent désastreuses.

Le Champagne, produit de luxe (le prix de vente est régulièrement augmenté uniquement pour lui conserver ce caractère de « produit de luxe »... et bien sûr pour faire un peu plus de profits), est fabriqué par les ouvriers des caves qui sont souvent considérés comme l'aristocratie ouvrière. Les salaires y sont effectivement plus élevés que la moyenne, mais, en contrepartie, les conditions de travail sont souvent mauvaises (humidité). De plus, pour les milliardaires du champagne, ce n'est rien comparé à leurs profits.

Les industries annexes du champagne, c'est le carton et les verreries. La restructuration capitaliste s'accompagne de licenciements dans le carton (Société rémoise de Papeterie). Les verreries occupent une place à part car ce sont des usines importantes (BSN, et les Verreries mécaniques champenoises où Pierre Maître était ouvrier) et où les 3 X 8 sont les plus répandues.

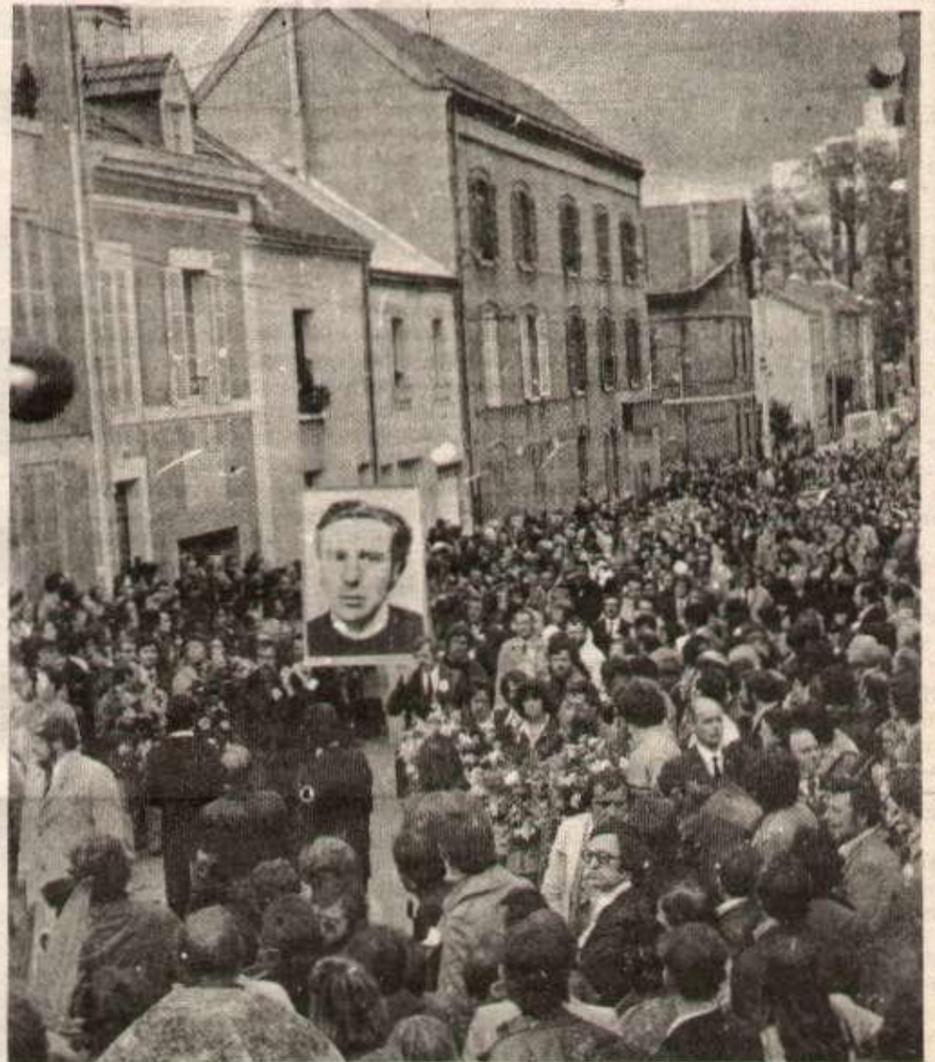
Mais Reims aujourd'hui, c'est aussi la métallurgie avec des usines où la classe ouvrière est nombreuse et regroupée : Chausson, Arthur Martin, PUM, Citroën, SGF (Société générale de fonderie), compteurs Schlumberger. L'accentuation de la crise et la restructuration capitaliste s'y traduit par la multiplication des contrats à durée limitée et des intérimaires, par le chômage partiel (Schlumberger,...), par la fermeture d'usines de moyennes importances et des licenciements (Marelli, Forges de Combeplaine,...) Malheureusement la riposte est encore faible et surtout sabotée par les dirigeants réformistes de la CFDT et révisionnistes de la CGT, comme dernièrement aux Forges de Combeplaine.

A cela, il faut ajouter le bâtiment, particulièrement touché par la crise capitaliste, après une politique effrénée des municipalités et des offices d'HLM (y compris ceux à gestion « paritaire » comme le COPLOR) visant à l'implantation de ZUP monstrueuses à la périphérie de la ville, après avoir chassé les travailleurs du centre !

#### Les forces politiques

La bourgeoisie de droite possède une vieille implantation à Reims, y compris ses bandes armées : la CFT et le SAC se sont montrées à l'œuvre au moment de l'assassinat de Pierre Maître, mais ne dit-on pas aussi que le SAC s'entraînait en 1968 dans les caves d'une marque de champagne connue ! Ne dit-on pas aussi que les bandes fascistes ont de très bonnes relations avec la justice et la police, et que tout ce beau monde est étroitement lié. Faut-il rappeler que tous les assassins de Pierre Maître, sauf un (c'est sans doute encore un peu trop tôt) ont été libérés !

Mais la nouveauté, c'est l'accession à la mairie de Reims de la nouvelle bourgeoisie de gauche. Et c'est le PCF qui se taille la part du lion. Non contents de noyauter la CGT et la FEN, non contents de participer à la gestion d'organisme comme le COPLOR les dirigeants du PCF sont majoritaires à la mairie avec Lamblin pour maire, et ils y placent leurs petits copains, par dessus même la tête de leurs « alliés » socialistes (ce qui a d'ailleurs provoqué une crise dans le conseil municipal fin 1977).



L'enterrement de Pierre Maître, assassiné par les fascistes.

Les faits révélateurs de ce qu'est devenu le PCF, et de ce qu'il a fait à la mairie, ne manquent pas :

- Les impôts locaux ont augmenté de 10 à 30% et il n'est pas prévu qu'ils baissent ;
- L'ancien secrétaire du l'UL-CGT, PERLOT, maintenant adjoint au maire, se pavanne dans les rues de la ville à l'arrière d'une DS noire avec chauffeur ! Les voilà les nouveaux bourgeois !

Le PS, lui, est peu implanté, y compris, bien sûr, dans les entreprises.

#### Les communistes marxistes-léninistes

C'est aux communistes marxistes-léninistes de France que revient la tâche de relever le drapeau du vieux PCF, du temps où il animait la résistance en Champagne, du temps où il dirigeait les luttes de classe, contre Ridgway la Peste, par exemple. C'est pourquoi, d'ailleurs, la première cellule du PCMLF sur Reims, s'est appelée du nom d'Armande Gardon, dirigeante des Jeunesses communistes dans les années 40, morte en déportation. Les idées des communistes marxistes-léninistes progressent à grands pas et l'unité avec nos camarades du PCR(ml) ne pourra que renforcer ce courant.

Dans notre édition datée du mardi 21 février, une page sera consacrée à Dijon

### Les candidats de l'UOPDP

#### 1<sup>re</sup> circonscription de la Marne

Titulaire : Michel Gigerich, 31 ans, marié, deux enfants, ouvrier métallurgiste aux Compteurs Schlumberger, militant syndical, ancien secrétaire départemental des JC, il quitte le PCF en 1971 après avoir mené la lutte d'idées sur des bases de classe.

Suppléante, Marie Frélaux, 28 ans, mariée, un enfant, laborantine dans un hôpital, militante syndicale, habite le quartier populaire « Croix rouge ».

#### 2<sup>e</sup> circonscription de la Marne

Titulaire, Johan Thomas, 28 ans, marié, deux enfants, ouvrier métallurgiste à Marelli, militant syndical, en 1975, il a participé avec les travailleurs de Marelli à la lutte contre les licenciements ; poursuivant son plan de liquidation, Marelli veut supprimer les 360 emplois restant à l'usine de Witry ; les travailleurs de l'usine s'y opposent. Suppléante, Paule Musard.

(Suite de la page 6)

sections syndicales mais soit accordée dans les mêmes conditions à tous les travailleurs syndiqués ou non-syndiqués.

Dans les luttes, et notamment dans les grèves, historiquement, la classe ouvrière s'est déjà donnée des moyens qui tendent à assurer et garantir une véritable démocratie prolétarienne. C'est la mise en place des assemblées générales souveraines et, selon les conditions locales, des comités de grève.

Ces comités de grève devront être élus et contrôlés par les assemblées générales. Dans tous les cas, le PCMLF devra impulser l'unité des ouvriers syndiqués et non-syndiqués sur les revendications et les formes d'action.

#### LA LUTTE POUR LA SOLIDARITÉ OUVRIERE ET POPULAIRE

Les militants marxistes-léninistes doivent tout faire pour impulser la coordination des luttes entre les travailleurs d'usines appartenant à un même patron, entre les travailleurs appartenant à une même corporation, entre les travailleurs de toutes les corporations. Le mot d'ordre « Tous ensemble et en même temps » peut s'appliquer à ces différents niveaux de lutte, et répond concrètement à la juste volonté de tous les grévistes. Il exprime à la fois l'unité et la solidarité de classe de la classe ouvrière, sous la direction de son parti d'avant-garde marxiste-léniniste.

En cas de grève, le PCMLF impulse dans les syndicats le développement de la solidarité par l'envoi de délégations, de motions de soutien et la mise en œuvre des « comités de soutien » avec le concours de forces extérieures à l'entreprise ; les « comités de soutien » doivent promouvoir principalement la solidarité des travailleurs des autres entreprises et des autres couches populaires sous le signe de l'idéologie prolétarienne et sous le contrôle des travailleurs en grève eux-mêmes. Le PCMLF apporte une attention particulière à la solidarité réciproque entre les ouvriers et les petits et moyens paysans, notamment dans les luttes. Cette solidarité contribue à renforcer l'alliance fondamentale des ouvriers et des paysans, indispensable à la lutte contre le capitalisme.

Ces mesures correspondent au mot d'ordre avancé par le PCMLF : « Unité à la base et dans l'action ! », mais répondent également au souci de donner à ce mot d'ordre un contenu de classe prolétarien.

#### LA LUTTE POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

C'est au titre de la solidarité internationale que le PCMLF travaille activement à l'unité des travailleurs français et immigrés dans un même combat de classe.

Les marxistes-léninistes doivent impérativement développer dans les syndicats le soutien aux peuples et nations en lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme, l'impérialisme et particulièrement contre les deux superpuissances, les USA et l'URSS. Les marxistes-léninistes doivent mener la lutte et dénoncer les agissements de l'impérialisme français partout où il se manifeste. Ils doivent particulièrement développer sous toutes ses formes le soutien aux luttes des peuples des colonies françaises pour leur émancipation nationale et sociale. L'accomplissement de cette tâche ne passe pas sans la lutte contre les agissements des ennemis de la classe ouvrière, infiltrés dans ses rangs. C'est ainsi que les marxistes-léninistes doivent combattre le social-chauvinisme des dirigeants révisionnistes installés à la tête de la CGT.

Au sein des syndicats, les marxistes-léninistes devront militer pour éveiller et mobiliser la classe ouvrière face au danger de guerre que fait peser la rivalité acharnée des deux superpuissances et principalement l'agressivité du social-impérialisme russe et s'opposer à la propagande mystificatrice sur la détente et la prétendue volonté de paix de l'URSS.

Ils doivent constamment développer dans les syndicats l'esprit de solidarité de la classe ouvrière de France avec leurs frères de combat des autres pays capitalistes et révisionnistes et impulser des actions allant dans ce sens.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## LES PARTIS ET LES LUTTES DES LOCATAIRES

### Des luttes qui se développent

En 1946, le dirigeant communiste André Marty disait : « En ce qui concerne le logement, nous sommes certains que, pour aboutir les locataires agiront, car la grande force qui surmonte tous les obstacles, c'est l'unité dans l'action... Comme en 1934-1936 ils constitueront des comités de maison et des comités de quartier. »

Certes, le développement des luttes dans le domaine du logement n'a pas encore atteint le niveau qu'il a pu avoir à certaines époques antérieures. On assiste cependant, depuis 1968, à un développement indéniable des luttes sur ce front.

La classe ouvrière a repris depuis le printemps révolutionnaire de mai 1968, certaines de ses traditions de lutte dans les entreprises telles les occupations d'usines, la séquestration des patrons, toutes formes de lutte nécessaires en certaines cir-

constances pour faire aboutir les revendications.

#### DES LUTTES RESOLUES

De la même manière, les travailleurs ont secoué en tant que locataires le carcan de collaboration de classe dans lequel les dirigeants du PCF s'efforcent de cantonner leur volonté de lutte. Ils n'hésitent pas, pour défendre leur droit au logement à lutter contre les saisies, les expulsions, se mobilisent sur place pour barrer l'accès des escaliers aux huissiers

ou aux forces de police, ont recours à des formes de luttes collectives et résolues qui s'opposent aux arrangements individuels prônés par les partis de gauche comme de droite. Et lorsqu'une expulsion a lieu malgré tout, ils n'hésitent pas dans certains cas à riposter en occupant des logements vides. Plusieurs dizaines de telles occupations ont eu lieu récemment à Paris notamment dans le 13<sup>e</sup> arrondissement et dans le quartier du Marais.

#### LES LOCATAIRES S'ORGANISENT

Dans un certain nombre de cas, les locataires combattifs s'organisent dans la CNL et cherchent à impulser un courant de classe opposé à la ligne développée par le PCF. Ailleurs, ils s'organisent en comités de locataires. Ainsi à Redon, sur le quartier populaire de Lanrua-Bellevue, un comité s'est créé depuis deux ans pour défendre les intérêts des locataires. Il a notamment mené la lutte sur les questions de chauffage (grève des charges) et sur divers problèmes liés à la vétusté des locaux. Il est également intervenu à plusieurs reprises pour s'opposer à des saisies ou expulsions.

A Paris, les habitants du quartier du Marais ont formé divers comités de locataires regroupés dans le cadre de l'Intercomité du Marais. Ils s'opposent aux tentatives de rénovation lourde qui ont la faveur tant des partis de droite que du PCF. En effet, après avoir eu affaire aux requins de la promotion que sont la RIVP, Maeght et autres ils se trouvent maintenant confrontés à la « rénovation sociale » que veulent leur imposer les HLM de la ville de Paris. Dans les deux cas, les habitants ne pourraient pas être relogés sur place faute de pouvoir payer des loyers beaucoup plus chers que ceux qu'ils

payent actuellement. Or une réfection légère qui n'exige même pas leur déménagement temporaire suffirait à remettre les immeubles en état. C'est pourquoi dans le cadre de l'Intercomité du Marais, ils défendent leurs revendications : « Droit au Logement décent avec maintien dans les lieux » et « Réfection légère ».

#### L'ATTITUDE DES MARXISTES LENINISTES

Les marxistes-léninistes ne l'oublient certes pas, c'est dans les entreprises où les travailleurs sont directement exploités que se trouve le front principal de la lutte de classe. Mais ils militent aussi dans les associations de locataires, dans les comités de quartier aux côtés de leurs voisins d'habitation pour défendre leurs justes revendications en matière de logement. Dans ces luttes ils mettent en avant la démocratie prolétarienne, la prise des décisions en assemblées générales, l'unité des locataires membres et non membres d'amicales à la base et dans l'action. D'une manière générale, ils soutiennent tout ce qui va dans le sens de la prise en main des luttes par les locataires eux-mêmes. Ils jouent également leur rôle spécifique de communistes en montrant la responsabilité du système capitaliste dans les saisies, les expulsions, la crise du logement. Ils appellent les locataires à ouvrir les yeux sur les projets politiques des partis de gauche, projets qui expliquent leur trahison sur le front du logement. Ils les appellent à lutter pour renverser la bourgeoisie de gauche comme de droite par la révolution prolétarienne pour instaurer un régime socialiste, régime dans le cadre duquel le logement cessera d'être une marchandise et sera enfin mis au service des besoins des travailleurs.



## La machine d'Etat contre les locataires

Les locataires menacés de saisies ont déjà reçu la sinistre feuille bleue que le tribunal fait aussi afficher dans l'escalier et dans la loge du gardien. L'huissier, accompagné d'un serrurier et du commissaire, s'est introduit dans leur appartement pour faire le relevé des meubles qu'il va pouvoir emporter.

S'ils refusent de s'exécuter, s'opposent aux saisies et aux expulsions, l'huissier se fera au besoin escorter de nombreux policiers et le préfet n'hésitera pas à faire intervenir massivement les forces de police pour les expulser. Cette année, le préfet de Police de Paris, par exemple, a reconnu lui-même avoir fait procéder à 1 627 expulsions entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 août, profitant ainsi d'une période où la mobilisation des locataires est rendue plus difficile par le départ de certains en congé. Bien plus, il n'a pas hésité à donner l'autorisation aux forces de police d'expulser en plein hiver des travailleurs qui occupaient des logements vides dans le 14<sup>e</sup> arrondissement.

#### LA JUSTICE AUSSI

Au cours de la lutte, les locataires se heurtent aussi à la justice bourgeoise et constatent qu'elle est toujours du côté de l'injustice, des possédants et des grandes banques. Ainsi, le tribunal de Paris a délivré des arrêtés d'expulsions contre les occupants du Marais.

Par contre, il ne montre aucun zèle à faire la lumière sur les irrégularités de la

procédure qui a permis à la RIVP de se rendre propriétaire des immeubles. Une enquête d'intérêt public mystificatrice a, en effet, été menée à la va-vite et n'a pas été renouvelée au bout de cinq ans comme l'aurait voulu le texte de la loi. Et c'est bien au service exclusif de cette société immobilière que se rangent les divers rouages de l'appareil d'Etat quand il s'agit d'expulser les locataires.

#### ATTITUDE DES PARTIS BOURGEOIS

Face aux difficultés des locataires, les partis de droite comme de gauche s'efforcent de prendre une attitude fausement humanitaire. Jamais bien sûr, ils ne sont dans le coup, et si la police intervient « ils n'y peuvent rien » ou alors ils poussent, surtout s'il s'agit de partis de gauche, à faire des arrangements individuels à l'amiable. Si les dirigeants du PCF font mine de soutenir les luttes des locataires, c'est pour chercher à les canaliser et à les récupérer afin de s'en servir

contre le gouvernement.

Même dans les municipalités de gauche où ils font pourtant le plus grand battage contre les saisies et les expulsions, ils s'opposent à ce que les luttes se développent sur une base de classe véritable. Et quand c'est la gestion de l'OPHLM

municipal qui est en cause, ils ne reculent devant aucune manœuvre pour extorquer les loyers même à ceux qui ne peuvent plus payer en favorisant le système des « tutelles », tout en s'efforçant d'en faire retomber toute la responsabilité sur le pouvoir.



Manifestation contre les expulsions au Marais. Les gosses du quartier en tête de cortège.